
ÉTUDE DES CRÉDITS

2015-2016

**Demandes de renseignements particuliers
de l'Opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
1.	Depuis 2010-2011, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2015-2016.
2.	Depuis 2010-2011, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2015-2016.
3.	Depuis 2010-2011, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.
6.	Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis 2010-2011, par année financière. Fournir : <ul style="list-style-type: none"> a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération; b. la liste des membres du conseil d'administration; c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv; d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
7.	Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis 2010-2011, par année financière : <ul style="list-style-type: none"> a. des frais de déplacement; b. des frais de représentation; c. des frais de repas; d. des frais de voyage; e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.
10.	a) Depuis 2010-2011, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emploi et par région.
41.	Liste des dépenses de fonctionnement de la CES par année depuis sa création.
42.	a) Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis 2010-2011 et prévisions pour 2015-2016.
43.	Depuis la création de la CES, sommes investies en publicité; ventilation par année et par type de média. Indiquer : <ul style="list-style-type: none"> a. le nom de toutes les campagnes; b. les coûts de ces campagnes; c. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser; d. les dates de diffusion de la campagne; e. les objectifs visés par chaque campagne.
44.	Depuis 2010-2011, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer : <ul style="list-style-type: none"> a. la nature ou l'objet du contrat; b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre); c. une copie du contrat; d. une copie du résultat; e. le coût du contrat.
45.	a) Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs public et parapublic visant à se conformer à la <i>Loi sur l'équité salariale</i> .
46.	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les modifications liées aux entreprises soumises à la déclaration obligatoire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

#	Table des matières
47.	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la mise sur pied d'un projet-pilote visant les employeurs potentiellement en défaut.
48.	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant un projet de fusion avec tout autre organisme ou ministère.
49.	Nombre de plaintes déposées à la CES en vertu de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> , depuis 2010-2011. Indiquer, par type de plainte : a. le nombre de plaintes en cours; b. le nombre de plaintes en médiation; c. le nombre de plaintes qui ont fait l'objet d'une enquête préalable et le nombre de commissaires par enquête; d. le nombre de plaintes qui ont fait l'objet d'une décision de la CES; e. le délai moyen entre le dépôt de la plainte et la décision de la CES.
50.	Nombre de décisions rendues par la CES depuis 2010-2011, par année financière, et la nature des décisions.
51.	Nombre de décisions rendues en faveur du travailleur et en faveur de l'employeur depuis 2010-2011, par année financière.
52.	Depuis 2010-2011, liste des décisions rendues par la CES en vertu de la section 1 du chapitre VI de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> .
53.	Nombre d'autorisations données à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou à plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient, depuis l'année financière 2010-2011 jusqu'à ce jour.
54.	Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale, depuis 2010-2011, par année financière.
55.	Nombre d'amendes données par la CES en vertu du chapitre VIII de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> , ventilé par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activité des employeurs, depuis 2010-2011 et par année financière.
56.	Nombre de vérifications effectuées en entreprise concernant le respect de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> depuis 2010-2011, par année financière.
57.	Effectif de la CES (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, Autochtones, anglophones) depuis 2010-2011, par année financière, ainsi que les prévisions pour 2015-2016.
58.	Nombre de formations données par la commission à l'externe depuis 2010-2011, par année financière.
59.	Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés depuis 2010-2011, par année financière. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité et le nom de la formation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-1

1. Depuis 2010-2011, par année financière, indiquer la somme dépensée par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ). Fournir également les prévisions pour 2015-2016.

Du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015 :

- Achat de logiciels ou de licences : 8 742,80 \$
- Matériel : 12 145,74 \$
- Services professionnels : 343 505,86 \$
- Amortissement : 52 765,83 \$

Total : 417 160,23 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Direction de la planification et du développement
VALIDATION: Secrétariat général
DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-2

2. Depuis 2010-2011, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-3

3. Depuis 2010-2011, par année financière, fournir la liste des comités interministériels ou de tout autre partenaire. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.

Pour l'année 2014-2015, la Commission de l'équité salariale n'a aucun comité interministériel.

La Commission compte deux comités composés de partenaires.

Comité consultatif des partenaires

- Formation : Le Comité consultatif des partenaires, prévu à l'article 95.1 de la Loi sur l'équité salariale, a été créé par l'arrêté ministériel 2009-001 du ministre du Travail et l'arrêté ministériel 2013-002 pour la nomination des membres.
- Mandat : Conseiller le ministre du Travail et la Commission sur toute question relative à l'application de la Loi sur l'équité salariale, qu'il s'agisse du contenu d'un règlement, de la production d'outils ou encore de difficultés de mise en œuvre.
- Composition : Ce comité est composé de dix membres, dont deux représentent des personnes salariées non syndiquées, trois les personnes salariées syndiquées et cinq les employeurs. Tous ces membres ont été nommés à la suite d'une consultation du ministre du Travail auprès d'organismes représentatifs des employeurs et des personnes salariées.
- Honoraires : Les membres du comité consultatif ne sont pas rémunérés.

Comité des travailleuses non syndiquées

- Formation : Comité mis sur pied par la Commission pour la soutenir dans ses actions pour les travailleuses non syndiquées, comme le permet l'article 94 de la Loi sur l'équité salariale.
- Mandat : Améliorer et guider les interventions de la Commission et son offre de services auprès des travailleuses non syndiquées. À cet égard, il peut se pencher sur toute question relative à l'application de la Loi sur l'équité salariale, que ce soit sur un objet spécifique de la Loi, de la production d'outils ou encore de la prestation de services destinée aux travailleuses non syndiquées.
- Composition : Quatre représentantes d'organisations du mouvement des femmes et de l'action communautaire et quatre représentantes du milieu de la recherche et du droit.
- Honoraires : Les membres du comité des travailleuses non syndiquées ne sont pas rémunérées.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION : Secrétariat général

DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-6

6. Pour chacun des organismes, indiquer les agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère depuis 2010-2011, par année financière.

Fournir :

a. la liste des employés, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération;

b. la liste des membres du conseil d'administration;

c. la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv;

d. leurs frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

Pour l'année 2014-2015 :

a) La liste du personnel, en indiquant le poste qu'il occupe et le statut d'emploi :

Corps d'emploi	Nombre d'employés
103-Agent(e) de gestion financière	1
104-Agent(e) d'information	4
105-Agent(e) de recherche et de planification socio-économique	42
108-Analyste de l'informatique et des procédés administratifs	2
115-Avocate	5
200-Agente de bureau	1
221-Agent(e) de secrétariat	4
249-Préposé(e) aux renseignements	4
264-Technicien(ne) en administration	6
272-Technicien(ne) en informatique grade I	1
630-Personnel d'encadrement, classe 04	3
825-Dirigeant(e) d'organisme	1
826-Membre	2
Total	76

b) la liste des membres du conseil d'administration : S/O

c) la liste des personnes qui ont été nommées ou dont le mandat a été renouvelé, en incluant leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv :

Aucune nomination ou mandat renouvelé.

d) leurs frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation : 97 150 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-7

7. Fournir, pour tout organisme relevant du ministère, concernant le Bureau de la présidence ou de la haute direction, les montants, ventilés depuis 2010-2011, par année financière :

- a. des frais de déplacement;
- b. des frais de représentation;
- c. des frais de repas;
- d. des frais de voyage;
- e. des frais de préparation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc.

Pour l'année 2014-2015 :	
a. Frais de déplacement :	12 722 \$
b. Frais de représentation :	975 \$
c. Frais de repas :	4 862 \$
d. Frais de voyage :	9 840 \$
e. Frais de participation aux congrès, colloques, sommets, conférences, etc. :	70 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Direction de la planification et du développement
VALIDATION: Secrétariat général
DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-10

10. Depuis 2010-2011, par année financière, pour chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres relevant du ministère, indiquer le nombre d'employés, ventilé par catégorie d'emplois et par région.

Nombre d'employés par catégorie d'emplois et par région en 2014-2015			
Catégorie d'emplois	Nombre d'employés		Total
	Québec	Montréal	
Haute direction	1	2	3
Cadre	3	0	3
Professionnel	39	15	54
Technicien	7	0	7
Soutien	6	3	9
Total	56	20	76

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Direction de la planification et du développement
VALIDATION: Secrétariat général
DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-41

41. Liste des dépenses de fonctionnement de la CES par année depuis sa création.

Du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015

Liste des dépenses de fonctionnement :

- Frais de déplacement
- Communications, réunions, frais de fonction, formation et congrès, télécommunications
- Honoraires professionnels et services informatiques
- Services judiciaires
- Services auxiliaires et autres
- Entretien et réparation
- Loyers
- Fournitures et approvisionnement, matériel et équipement (< 1 000 \$)
- Autres dépenses
- Amortissement

Pour un total des dépenses de fonctionnement de : 1 540 064 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-42

42. Liste des bureaux régionaux et effectif étant rattaché, par catégorie d'emplois, à chacun de ces bureaux. Évolution depuis 2010-2011 et prévisions pour 2015-2016.

La Commission ne compte pas de bureaux régionaux. Cependant, son personnel est réparti entre le bureau de Québec et de Montréal.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-43

43. Depuis la création de la CES, sommes investies en publicité; ventilation par année et par type de média. Indiquer :

- a. le nom de toutes les campagnes;
- b. les coûts de ces campagnes;
- c. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- d. les dates de diffusion de la campagne;
- e. les objectifs visés par chaque campagne.

La Commission de l'équité salariale n'a réalisé aucune campagne publicitaire en 2014-2015 ni effectué de placement publicitaire.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction des communications

VALIDATION: Secrétariat général

DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

44. Depuis 2010-2011, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer: a. la nature ou l'objet du contrat; b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre); c. une copie du contrat; d. une copie du résultat; e. le coût du contrat.
--

Pour l'année 2014-2015

OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Réparation de la tuyauterie du système de climatisation de la salle des serveurs du bureau de Montréal	3 906 \$	Contrat de gré à gré
Impression du Rapport annuel de gestion 2013-2014	1 191 \$	Contrat de gré à gré
Achat de fournitures de bureau (mai 2014)	1 224 \$	Entente permanente d'achat
Achat de fournitures de bureau (novembre 2014)	1 224 \$	Entente permanente d'achat
Abonnement annuel au Courrier parlementaire	1 850 \$	Contrat de gré à gré
Entretien des logiciels de sécurité informatique	1 220 \$	Contrat de gré à gré
Installation et configuration d'un système pour assurer la relève des pare-feu informatiques	2 475 \$	Contrat de gré à gré
Entretien et configuration des serveurs de télécommunication et des pare-feu	8 000 \$	Contrat de gré à gré

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Direction de la planification et du développement
VALIDATION: Secrétariat général
DATE : 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

44. Depuis 2010-2011, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer: a. la nature ou l'objet du contrat; b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre); c. une copie du contrat; d. une copie du résultat; e. le coût du contrat.
--

OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Achat et licences (pare-feu, antivirus, etc.)	1 296 \$	Contrat de gré à gré
Formation portant sur la gestion axée sur les résultats dans le cadre des travaux entourant la Planification stratégique 2015-2020	3 530 \$	Contrat de gré à gré
Conseils stratégiques et accompagnement pour l'élaboration de la Planification stratégique 2015-2020	2 792 \$	Contrat de gré à gré
Conseil pour l'élaboration et la mise en place des stratégies et des moyens à mettre en œuvre dans le cadre de la Planification stratégique 2015-2020	4 050 \$	Contrat de gré à gré
Tests de sécurité informatique (intrusion et vulnérabilité)	7 000 \$	Appel d'offres sur invitation
Soutien technique pour le logiciel de gestion documentaire	2 501 \$	Contrat de gré à gré
Programme d'aide aux employés	6 900 \$	Contrat de gré à gré
Achat de 8 ordinateurs portables	6 387 \$	Entente permanente d'achat
Achat d'un serveur informatique	7 186 \$	Entente permanente d'achat

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Direction de la planification et du développement
VALIDATION: Secrétariat général
DATE : 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

44. Depuis 2010-2011, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres). Indiquer: a. la nature ou l'objet du contrat; b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre); c. une copie du contrat; d. une copie du résultat; e. le coût du contrat.
--

OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Inscriptions au colloque « Comprendre et dénouer les conflits de groupe »	1 050 \$	Contrat de gré à gré
Achat de fournitures de bureau	1 146 \$	Contrat de gré à gré
Installation d'une mise à jour du logiciel du système d'accès des locaux par cartes magnétiques	1 445 \$	Contrat de gré à gré
Location d'un kiosque au Congrès 2014 de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	2 850 \$	Contrat de gré à gré
Location d'un kiosque au Salon de la femme de Québec	1 770 \$	Contrat de gré à gré
Abonnement au Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale	1 050 \$	Contrat de gré à gré
Accompagner la Commission dans l'élaboration des indicateurs de mesure, dans l'identification de cibles précises, réalisables et mesurables pour la Planification stratégique 2015-2020	10 000 \$	Contrat de gré à gré
Dépannage, support, maintenance et configuration des serveurs des bureaux de la Commission	5 400 \$	Contrat de gré à gré
Achat de licences pour assurer la protection contre la perte de données	3 731 \$	Entente permanente d'achat

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Direction de la planification et du développement
VALIDATION: Secrétariat général
DATE : 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

44. Depuis 2010-2011, par année financière, nombre de contrats donnés à l'externe (informatique, relations publiques, communications, études, analyses ou autres).
Indiquer:

a. la nature ou l'objet du contrat;

b. la méthode d'octroi du contrat (gré à gré, appel d'offres ou autre);

c. une copie du contrat;

d. une copie du résultat;

e. le coût du contrat.

OBJET DU CONTRAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
Achat de pièces de mobilier intégré pour la reconfiguration des bureaux	1 885 \$	Contrat de gré à gré
Location d'un kiosque au salon Stratégies PME 2015	2 899 \$	Contrat de gré à gré

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-45

45. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs public et parapublic visant à se conformer à la *Loi sur l'équité salariale*.

En 2014-2015, aucune étude, analyse, recherche, sondage, scénario ou projection concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs public et parapublic visant à se conformer à la Loi sur l'équité salariale n'a été effectué.

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION: Secrétariat général
DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-46

46. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant les modifications liées aux entreprises soumises à la déclaration obligatoire.

Ces documents ne sont pas accessibles en vertu de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (RLRQ., c. A-2.1).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-47

47. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant la mise sur pied d'un projet-pilote visant les employeurs potentiellement en défaut.

La mise sur pied du projet-pilote ne se base pas sur des études, recherches ou sondages externes, mais bien sur les informations fournies via les déclarations produites par les employeurs eux-mêmes. En effet, avec l'entrée en vigueur, en 2011, du *Règlement concernant la déclaration de l'employeur en matière d'équité salariale*, les employeurs assujettis à celui-ci ont l'obligation de déclarer annuellement l'état d'avancement des travaux d'équité salariale au sein de leurs entreprises.

À noter que le registre DEMES représente une banque de données statistiques importante pour la Commission. Les données qui y sont contenues sont régulièrement utilisées afin de cibler, entre autres, les activités de vérifications.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-48

48. Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant un projet de fusion avec tout autre organisme ou ministère.

Veillez vous référer à la fiche RP-22 du Secrétariat du Travail.

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION: Secrétariat général
DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-49

49. Nombre de plaintes déposées à la CES en vertu de la *Loi sur l'équité salariale*, depuis 2010-2011. Indiquer, par type de plainte :

- a. le nombre de plaintes en cours;
- b. le nombre de plaintes en médiation;
- c. le nombre de plaintes qui ont fait l'objet d'une enquête préalable et le nombre de commissaires par enquête;
- d. le nombre de plaintes qui ont fait l'objet d'une décision de la CES;
- e. le délai moyen entre le dépôt de la plainte et la décision de la CES.

a) Nombre de plaintes en cours

Au 28 février 2015, 6 624 plaintes étaient en traitement à la Commission.

b) Nombre de plaintes en médiation

Au 28 février 2015, 5 605 plaintes étaient en conciliation à la Commission.

c) Nombre de plaintes qui ont fait l'objet d'une enquête préalable et nombre de commissaires par enquête

Du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015, aucune plainte n'a fait l'objet d'une enquête préalable ou préliminaire.

d) Nombre de plaintes qui ont fait l'objet d'une décision de la Commission

Du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015 : 366 plaintes

e) Délai moyen entre le dépôt de la plainte et la décision de la Commission

Le délai moyen de traitement des plaintes pour lesquelles une décision a été rendue entre le 1^{er} avril 2014 et le 28 février 2015 est de 322 jours, sauf pour les dossiers présentant une complexité ou une situation exceptionnelle.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Secrétariat général

VALIDATION: Secrétariat général

DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-50

50. Nombre de décisions rendues par la CES depuis 2010-2011, par année financière, et la nature des décisions.

Du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015, 422 décisions concernant des demandes à caractère décisionnel, des plaintes, des différends, des vérifications et des enquêtes à notre initiative ont été rendues.

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION: Secrétariat général
DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-51

51. Nombre de décisions rendues en faveur du travailleur et en faveur de l'employeur depuis 2010-2011, par année financière.

Cette question ne semble pas pertinente pour l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Secrétariat général
DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-52

52. Depuis 2010-2011, liste des décisions rendues par la CES en vertu de la section 1 du chapitre VI de la *Loi sur l'équité salariale*.

Toutes les décisions rendues par la Commission sont disponibles gratuitement sur son site Internet (www.ces.gouv.qc.ca), sur CANLII (www.canlii.ca) et sur SOQUIJ (www.jugements.qc.ca).

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Secrétariat général
DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-53

53. Nombre d'autorisations données à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou à plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient, depuis l'année financière 2010-2011 jusqu'à ce jour.

Du 1^{er} avril 2014 au 28 février 2015, la Commission n'a accordé aucune autorisation d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements pour disparités régionales.

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Secrétariat général
VALIDATION : Secrétariat général
DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-54

54. Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale, depuis 2010-2011, par année financière.

Pour l'année 2014-2015	
▪ Nombre de demandes de renseignements :	9 587
▪ Nombre de demandes d'assistance spécialisée :	<u>466</u>
Total : 10 053	

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Direction de la planification et du développement
VALIDATION: Secrétariat général
DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-55

55. Nombre d'amendes données par la CES en vertu du chapitre VIII de la *Loi sur l'équité salariale*, ventilé par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activité des employeurs, depuis 2010-2011 et par année financière.

Aucune amende n'a été donnée en 2014-2015.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de l'analyse, de la vérification et des enquêtes

VALIDATION: Secrétariat général

DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-56

**56. Nombre de vérifications effectuées en entreprise concernant le respect de la
Loi sur l'équité salariale depuis 2010-2011, par année financière.**

Entre le 1^{er} avril 2014 et le 28 février 2015, 595 employeurs ont été visés par une vérification de la Commission.

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de l'analyse, de la vérification et des enquêtes

VALIDATION : Secrétariat général

DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-57

57. Effectif de la CES (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, Autochtones, anglophones) depuis 2010-2011, par année financière, ainsi que les prévisions pour 2015-2016.

Veillez vous référer à la réponse donnée à la question 15 a) et b) des Renseignements généraux.

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Direction de la planification et du développement
VALIDATION: Secrétariat général
DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-58

58. Nombre de formations données par la commission à l'externe depuis 2010-2011, par année financière.

Pour l'année 2014-2015, la Commission a donné 33 formations.

SOURCE : Commission de l'équité salariale
COLLABORATION : Direction de la planification et du développement
VALIDATION: Secrétariat général
DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-59

59. Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés depuis 2010-2011, par année financière. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité et le nom de la formation.

Nom de l'organisme	Titre de l'activité	Lieu	Date	Nbre partic.	Coût
Association sur l'accès et la protection de l'information	22e congrès de l'Association sur l'accès et la protection de l'information - 2014	Québec	2014-04-17	1	820 \$
Ambulance St-Jean	Formation de secouriste en milieu de travail	Québec	2014-09-17	1	0 \$
Barreau de Québec	Rentrée judiciaire	Québec	2014-09-05	1	70 \$
Barreau de Québec	Le droit administratif et la Cour suprême du Canada : l'évolution récente	Québec	2014-10-15	2	0 \$
Barreau de Québec	La Commission d'accès à l'information : tout ce que vous devriez savoir	Québec	2014-11-12	2	0 \$
Barreau du Québec	Le nouveau Code de procédure civile. Pour une nouvelle culture	Québec	2014-11-20	1	36 \$
Barreau du Québec	Le code de déontologie des avocats fait peau neuve	Québec	2014-11-21	1	10 \$
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	Gestion documentaire GALA transactionnel (plateforme informatique)	Québec	2014-10-17	2	0 \$
Bibliothèque et Archives nationales du Québec	Gestion documentaire	Québec	2015-02-04	2	0 \$
Cégep Marie-Victorin -CARRA	Formation à la retraite	Montréal	2014-10-07/08	1	250 \$
Centre d'études ethniques des universités montréalaises	Colloque- Les trajectoires socioéconomiques des immigrants	Montréal	2015-02-26	1	0 \$
Centre de services partagés du Québec	Formation sur la gestion documentaire	Québec	2014-05	7	0 \$
Centre de services partagés du Québec	Formation sur le déclassé des dossiers	Québec	2014-06-10	8	0 \$
Centre de services partagés du Québec	Formation sur les bonnes pratiques en gestion documentaires et déclassé des dossiers	Québec	2014-12-05	3	0 \$
CIAO Technologies	Accessibilité du Web	Québec	2014-10-14	1	95 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-59

59. Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés depuis 2010-2011, par année financière. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité et le nom de la formation.

Nom de l'organisme	Titre de l'activité	Lieu	Date	Nbre partic.	Coût
Commission de l'équité salariale	4 formations sur l'identification de l'entreprise	Québec Montréal	2014-04	33	0 \$
Commission de l'équité salariale	Formation sur la gestion documentaire	Montréal	2014-05-07	1	0 \$
Commission de l'équité salariale	2 formations Logiciel Ultima Gestion documentaire	Québec	2014-12	6	0 \$
École nationale d'administration publique	Formation sur la gestion axée sur les résultats- Mise en œuvre d'une démarche de planification stratégique.	Québec	2014-06-27	18	3 530 \$
Gestion de collections informatisées inc.	Formation Logiciel Ultima Gestion documentaire	Québec	2014-05-13	12	750 \$
Institut d'administration publique de Québec	Colloque- Survivre à une crise de confiance	Québec	2014-05-08	1	145 \$
Institut de la statistique	Qualité de l'emploi - surqualification professionnelle	Montréal	2014-04-23	1	100 \$
Institut de médiation et d'arbitrage du Québec	Colloque - Comprendre et dénouer les conflits de groupe	Montréal	2014-05-14	3	1 050 \$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Conférence sur SAGIR SGR2-L2	Québec	2014-04-24	2	0 \$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Formation pour l'assiduité	Québec	2014-05-08	8	0 \$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Auto-Apprentissage sur SAGIR-SGR2-L2	Québec	2014-05-30	73	0 \$
Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Forum 2014- Règlements de griefs: pleins feux sur des pratiques exemplaires	Montréal	2014-10-20	2	174 \$
Secrétariat du Conseil trésor	Webinaire sur la Loi sur la gestion et contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Québec	2015-02	2	0 \$

SOURCE : Commission de l'équité salariale

COLLABORATION : Direction de la planification et du développement

VALIDATION: Secrétariat général

DATE : Le 10 avril 2015

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-59

59. Liste des ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés depuis 2010-2011, par année financière. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité et le nom de la formation.

Nom de l'organisme	Titre de l'activité	Lieu	Date	Nbre partic.	Coût
Société québécoise d'information juridique	Formation en ligne - Plumitifs civils	Québec	2014-11-26	1	0 \$
Société québécoise d'information juridique	Formation en ligne – Recherche juridique	Québec	2014-12-01	1	0 \$
Société québécoise d'information juridique	Formation en ligne - Plumitifs pénaux	Québec	2014-12-16	1	0 \$
Statistiques Canada	Les enquêtes de A à Z	Québec	2014-06-11	1	499 \$
Université du Québec à Rimouski	Programme de soutien aux études	Québec	Session d'été	1	322 \$
Université du Québec à Rimouski	Programme de soutien aux études	Québec	Session d'automne	1	372 \$
Université du Québec à Rimouski	Programme de soutien aux études	Québec	Session d'hiver	1	345 \$
Université Laval	Programme de soutien aux études	Montréal	Session d'automne	1	325 \$